

Contre le patronat et le gouvernement organisons l'offensive !

Partie du mouvement des gilets jaunes il y a maintenant trois semaines la colère sociale se mue aujourd'hui en une contestation de différents secteurs contre la politique néolibérale du gouvernement Macron : lycéen-nes, étudiant-es et enseignant-es contre les réformes dans l'éducation et le supérieur, les chômeur-euses, intermittent-es et précaires contre la réforme de l'assurance chômage, les salarié-es de la grande distribution opposés à l'ouverture des supermarchés le dimanche, les retraité-es contre la hausse de la CSG et une multitude de conflits locaux exprimant un refus de l'exploitation toujours croissante des travailleur-euses.

Depuis plusieurs années le mouvement social peine à remporter des victoires, la stratégie de négociation et de recherche de respectabilité des centrales syndicales ainsi que l'éparpillement des mobilisations secteurs par secteurs conduisent systématiquement à la défaite. Partant de ce constat nous appelons à constituer un large front de lutte rassemblant tous les secteurs pour mettre un frein aux politiques du gouvernement et aux attaques du patronat, pour enfin gagner des avancées sociales.

Aujourd'hui nous faisons face à un pouvoir affaibli qui fait monter la tension pour justifier une répression policière et judiciaire toujours plus intense, pour preuve les nombreuses arrestations des dernières manifestations parisiennes et dans toute la France ainsi que le traitement ignoble réservé aux lycéen-nes qui se mobilisent.

Poussons l'avantage en portant l'attaque contre le gouvernement et le patronat. Exigeons :

- la hausse des salaires, des minimas sociaux et la revalorisation des allocations chômage et des pensions de retraites
 - l'abrogation des dernières réformes du code du travail (réforme El Kohmri, ordonnances Macron)
 - l'abandon de la réforme sur la CSG
 - l'abandon des réformes à venir de l'assurance chômage, des retraites et de la Santé
 - la baisse du temps de travail et de l'âge de départ en retraite
 - la liberté de circulation et d'installation, des papiers pour toutes et tous
 - la baisse du prix des loyers et des charges locatives
 - une politique écologique à la hauteur des enjeux (transports, logements, production énergétique,...) financée par les revenus du capital
- Et tout ce que nous pourrons prendre !

Multiplions les blocages et les grèves, constituons partout des assemblées pour décider de la suite du mouvement.

Nous appelons à une AG de lutte intersectorielle afin de préparer une journée d'action commune:

Mercredi 12 décembre à 18H30 à l'Université de Rennes 2 (Hall B)

AG Interpro
aginterpro@riseup.net